

DROIT CONSTITUTIONNEL ET PENAL, ET LIBERTES CIVILES

Le World Justice Project (WJP) est honoré de pouvoir compter sur votre expertise pour ce questionnaire, qui sera complété par des individus hautement qualifiés à travers le monde.

Le questionnaire comprend 43 questions. Il vous faudra approximativement 35 minutes pour le compléter. Vos réponses seront intégrées avec celles d'autres experts et regroupées avec les résultats des sondages auprès de la population («General Population Poll») menés dans les trois plus grandes villes de votre pays. Toutes ces données seront utilisées afin d'évaluer l'adhésion à l'état de droit. Les résultats seront publiés, aux côtés de ceux de plus de 100 autres pays à travers le monde, dans le rapport *World Justice Project Rule of Law Index® 2021*, et dans d'autres rapports produits par le WJP.

Votre contribution sera mentionnée dans le rapport *WJP Rule of Law Index 2021*, ainsi que sur la page web du «World Justice Project» et au sein d'autres documents du WJP (à moins que vous ne choisissiez de rester anonyme).

Merci d'avance pour votre temps et votre considération. Avec votre participation, ce projet commun contribuera à consolider l'état de droit à l'échelle mondiale.

INSTRUCTIONS

Merci de répondre aux 43 questions de cette enquête en fonction de votre perception de l'application des lois, **en pratique**, dans votre pays. Merci d'indiquer dans la case ci-dessous le pays pour lequel vous répondez.

PAYS:

Veillez envoyer vos réponses au :

- E-mail: ruleoflawindex@worldjusticeproject.org
- Fax : (202) 747-5816

Si vous avez des questions ou commentaires, veuillez contacter un membre du personnel du World Justice Project (WJP) *Rule of Law Index*, à ruleoflawindex@worldjusticeproject.org.

CONFIDENTIALITE

Le World Justice Project construit le rapport du *WJP Rule of Law Index 2021* avec des règles strictes en matière de confidentialité des données rassemblées et des personnes interrogées. Dans l'espace ci-dessous, merci de sélectionner l'une des deux options en fonction de si vous souhaitez répondre à ce questionnaire en tant que contributeur **Reconnu Publiquement** (votre nom et votre organisation seront publiés dans la section «Contributing Experts» du rapport *WJP Rule of Law Index 2021* et sur le site web du «World Justice Project»), OU demeurer **Anonyme** (votre nom ne sera pas publié dans le rapport, ni sur le site, ni dans aucun document du WJP, et votre nom ne sera en aucun cas connu).

Dans les deux cas, le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel. Les réponses sont rassemblées avant l'analyse statistique ou la communication des résultats, afin de s'assurer que les réponses individuelles ne puissent être établies.

TYPE DE CONTRIBUTION

Veillez sélectionner l'une des deux options ci-dessous pour indiquer si vous souhaitez répondre à ce sondage en tant que contributeur **Anonyme** ou **Reconnu Publiquement**. Dans les deux cas, vos réponses individuelles resteront strictement confidentielles.

RECONNU PUBLIQUEMENT : []

Je souhaite être **reconnu public** en tant contributeur. Votre nom et votre organisation d'affiliation seront listés dans la section des QRQ experts contributeurs du *WJP Rule of Law Index 2021* et sur le site web du WJP. Je comprends que mon nom, organisation, et pays serait inscrit dans le *WJP Rule of Law Index 2021* report, ainsi que sur la page Web du "World Justice Project."

Nom:	
Organisation:	

ANONYME: []

Je souhaite rester **anonyme** (votre nom, vos coordonnées et les réponses à ce questionnaire ne seront jamais divulgués à quiconque). Nous ne révélerons pas votre nom, organisation d'affiliation, ou toute autre information identifiable dans le *WJP Rule of Law Index 2021*, ou dans d'autres matériaux associés. Le WJP ne sera pas révéler mon nom, organisation, ou autre information identifiable dans le *WJP Rule of Law Index 2021* report ou les autres documents du WJP.

Merci de répondre aux questions suivantes en fonction de votre perception de l'application des lois, en pratique, dans votre pays. Veuillez cocher X dans la case correspondante.

SECTION I

Les questions suivantes représentent des situations hypothétiques. Pour chaque question, nous allons vous fournir un ensemble d'hypothèses. Veuillez sélectionner l'option qui représente le mieux votre point de vue.

Scénario Hypothétique No. 1

Supposons qu'une personne démunie soit arrêtée sur des soupçons de vol aggravée, et que ce suspect soit mis en garde à vue au commissariat de police local dans la ville où vous vivez.

1. Quelle est la probabilité pour que la police inflige des dommages corporels **mineurs** au suspect au cours de l'interrogatoire afin d'obtenir des aveux ?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

2. Quelle est la probabilité pour que la police inflige des dommages corporels **graves** au suspect au cours de l'interrogatoire afin d'obtenir des aveux ?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

3. Si le suspect détenu fait une demande d'accès à l'assistance d'un avocat, quelle est la probabilité pour qu'il/elle reçoive un conseil juridique adéquat de la part d'un avocat commis d'office ?

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Pendant la détention initiale?					
(b) Pendant la détention avant audience?					
(c) Pendant le procès?					

4. En pratique, si le suspect détenu ne parle pas la même langue que ni les officiers de police, ni les procureurs, quelle est la probabilité pour que cette personne puisse bénéficier de l'aide d'un interprète ?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

5. Quelle est la probabilité pour que le suspect détenu soit jugé et condamné à l'issue d'un procès secret ?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

6. Quelle est la probabilité pour qu'un suspect reste en garde à vue sans acte d'accusation (ou sans inculpation officielle) par le procureur, l'autorité judiciaire compétente, ou par le pouvoir administratif, pendant :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
(a) Plus de trois mois?					
(b) Plus d'une année?					
(c) Plus de trois ans?					
(d) Indéfiniment ?					

7. Supposons que le procureur/juge/jury détermine qu'il y a une cause probable (ou responsabilité probable) pour détenir un suspect à garde en vue. Quelle est la probabilité pour que ce suspect reste en détention sans condamnation officielle pendant :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
(a) Plus de trois mois?					
(b) Plus d'une année?					
(c) Plus de trois ans?					
(d) Indéfiniment ?					

Scénario Hypothétique No. 2

8. Supposons qu'un policier inflige des dommages corporels **graves** à un suspect pour obtenir des aveux d'un acte criminel. Supposons que le suspect dépose une plainte formelle auprès de l'autorité compétente (procureur, juge, médiateur, etc.) et fournisse des preuves suffisantes pour sa défense. Quel résultat est le plus probable ? (*Merci de ne choisir qu'une seule réponse.*)

L'accusation est complètement ignorée par les autorités.	
Une enquête est ouverte, mais elle n'aboutit jamais à des conclusions.	
Le policier a été poursuivi et puni (sous la forme de redevances ou peine d'emprisonnement).	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

Scénario Hypothétique No. 3

9. Supposons qu'un journaliste découvre qu'un policier de haut rang reçoit de l'argent d'une organisation criminelle. Supposons aussi que le journaliste ait assez de preuves pour poursuivre et inculper l'officier de police. Quel résultat est le plus probable : (*Veillez ne choisir qu'une seule réponse.*)

L'accusation est complètement ignorée par les autorités.	
Une enquête est ouverte, mais elle n'aboutit jamais à des conclusions.	
Le policier est poursuivi et puni (sous la forme d'amendes ou peine d'emprisonnement).	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

10. Quelle est la probabilité pour que le journaliste soit menacé, emprisonné ou puni (soit par des moyens officiels ou non officiels) par la police ou l'organisation criminelle ?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

Scénario Hypothétique No. 4

11. Imaginons que la police ait capturé quelqu'un soupçonné d'être un membre d'une organisation criminelle dangereuse (par exemple, un cartel de drogue). Quelle est la probabilité pour que :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) La police inflige des dommages physiques graves au suspect au cours de l'interrogatoire ?					
(b) Le suspect soit tué par la police (ou les militaires) sans procès?					

Scénario Hypothétique No. 5

Supposons que la police locale détienne une personne soupçonnée d'avoir commis un délit.

12. À votre avis, quelle est la probabilité pour que la **personne détenue** soit désavantagée pendant la procédure pénale parce qu'il/elle est :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Pauvre ?					
(b) Une femme ?					
(c) Membre d'une minorité ethnique ?					
(d) Membre d'une minorité religieuse ?					
(e) Un étranger (immigré) ?					
(f) Homosexuelle, lesbienne, bisexuelle, ou transgenre ?					

Où :

(g) Aucune de ces réponses.	
-----------------------------	--

13. A votre avis, quelle est la probabilité pour que **la victime** d'un délit soit désavantagée pendant la procédure de faire appel à la justice, parce qu'il/elle est :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Pauvre					
(b) Une femme					
(c) Membre d'une minorité ethnique					
(d) Membre d'une minorité religieuse					
(e) Un étranger (immigré)					
(f) Homosexuelle, lesbienne, bisexuelle, ou transgenre					

Ou:

(g) Aucune de ces réponses	
----------------------------	--

Scénario Hypothétique No. 6

14. Supposons qu'un criminel soit appréhendé par vos voisins après avoir commis un crime grave. Laquelle des deux situations suivantes est la plus susceptible de se produire ? : *(Merci de ne choisir qu'une seule réponse.)*

Le criminel soit battu par les voisins.	
Le criminel soit remis aux autorités, sans aucun mal.	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

Scénario Hypothétique No. 7

15. Supposons qu'une personne de ce quartier soit en conflit avec un autre résident au sujet d'une dette impayée. Quelle est la probabilité pour que l'une des parties, voire les deux, ait recours à la violence au cours du processus de résolution du conflit (par exemple, pour intimider l'autre partie, ou pour lui demander un règlement de dettes impayées) ?

Très probable	
Probable	
Peu probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

SECTION II

16. Cette question vise à identifier les principaux problèmes auxquels **le système d'enquête judiciaire** de votre pays est confronté. Sur une échelle de 1 à 10 (10 correspondant à un problème très sérieux, et 1 correspondant à un problème peu important), veuillez nous préciser l'importance des problèmes suivants pour les services d'enquêtes criminelles (procureurs, enquêteurs, officiers de police judiciaire, etc.) dans la ville où vous vivez :

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
(a) Manque de systèmes de renseignements efficaces en support du travail des enquêteurs judiciaires											
(b) Manque de méthodes d'enquêtes proactives, comme les opérations d'infiltration											
(c) Insuffisance des mécanismes de collecte d'informations et d'analyse des preuves											
(d) Stockage inadéquat des preuves, ou une manque d'une procédure de chaîne de traçabilité pour des preuves matérielles											
(e) Insuffisance des systèmes de protection des témoins et des lanceurs d'alerte											
(f) Insuffisance des systèmes d'échange d'information entre les services d'investigation criminelle des agences											
(g) Nombre insuffisant d'enquêteurs criminels											
(h) Incompétence des enquêteurs criminels											
(i) Manque de technologies et de ressources adéquates											
(j) Corruption des enquêteurs ou de la police judiciaire											
(k) La compréhension des lois par les enquêteurs											
(l) Manque d'indépendance des experts en science judiciaire											
(m) L'identification des accusés par un témoin oculaire est menée d'une manière qui désavantage indûment l'accusé											

17. A votre avis, des preuves matérielles utilisées contre l'accusé au tribunal sont légalement obtenues (grâce à un mandat de perquisition, ou à une ordonnance rendue par un juge, par exemple).

Presque toujours	
Dans la plupart des cas	
Dans certains cas	
Presque jamais	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

18. La question suivante vise à identifier les principaux problèmes auxquels **le système de poursuite** de votre pays est confronté. Sur une échelle de 1 à 10 (10 correspondant à un problème très sérieux, et 1 correspondant à un problème peu important), veuillez nous préciser l'importance des problèmes suivants pour les procureurs dans votre pays :

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
(a) Corruption des procureurs											
(b) La compréhension des lois par les procureurs											
(c) Manque de formation ou d'éducation adéquates des procureurs											
(d) Manque d'indépendance des procureurs (impuissants face à des fonctionnaires gouvernementaux ou des parties privées puissantes)											
(e) Nombre insuffisant de procureurs pour s'occuper des dossiers à traiter											

19. Cette question vise à identifier les principaux problèmes auxquels **le système de défense pénale** de votre pays est confronté. Sur une échelle de 1 à 10 (10 correspondant à un problème très sérieux, et 1 correspondant à un problème peu important), veuillez nous préciser l'importance des problèmes suivants pour les procureurs dans votre pays :

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
(a) Les avocats de la défense fournis par l'état pour défendre les accusés sans moyens financiers manquent de formation ou d'éducation adéquates											
(b) Nombre insuffisant d'aide juridique ou d'avocats gratuits pour les suspects sans moyen financiers											
(c) L'incompétence des avocats fournis par l'état pour défendre les accusés sans moyens financiers											
(d) Manque de fonds adéquats disponibles aux avocats gratuits afin de préparer pour un procès											
(e) Les avocats de la défense fournis par l'état ne peuvent pas contacter leurs clients pendant que ces derniers sont détenus											
(f) Les avocats gratuits pour des clients sans moyens financiers ne sont pas indépendants des procureurs											
(g) Les avocats gratuits pour des clients sans moyens financiers ne sont pas indépendants des juges											

20. La question suivante vise à identifier les problèmes principaux auxquels sont confrontés **les juridictions pénales** de votre pays. Sur une échelle de 1 à 10 (10 correspondant à un problème très important, et 1 correspondant à un problème peu important), veuillez nous préciser l'importance des problèmes suivants concernant les juridictions pénales de la ville dans laquelle vous vivez :

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
(a) Une longue durée et un recours excessif à la détention provisoire											
(b) Retards dans le système pénal (les cas prennent trop de temps)											
(c) Des tribunaux surchargés et un manque de juges											
(d) Les recours judiciaires bloquent le système judiciaire pénal											
(e) Mauvaises décisions de la part des juges pénaux											
(f) Une sélection et une formation inadéquates des juges											
(g) Une sélection et une formation inadéquates des greffiers											
(h) Une rémunération insuffisante (salaire) des juges et auxiliaires de justice											
(i) Un nombre insuffisant de juges et de personnel dans les tribunaux											
(j) Un manque de ressources											
(k) La corruption des juges et des officiers de justice (ils ne font avancer les dossiers que si les parties leur versent des pots-de- vin)											
(l) Manque de mécanismes pour évaluer l'efficacité des tribunaux											
(m) Le manque d'indépendance de la branche judiciaire du pouvoir du gouvernement											
(n) Manque d'interprètes pour les accusés (barrière linguistique)											
(o) Préjugés à l'encontre des personnes marginalisées (discrimination sur la base du statut économique ou social)											
(p) Insuffisance ou inefficacité des mécanismes alternatifs de contentieux (conciliation, médiation) pour résoudre les litiges hors des tribunaux											

21. La question suivante vise à identifier les problèmes principaux auxquels **les établissements pénitentiaires** de votre pays sont confrontés. Sur une échelle de 1 à 10 (10 correspondant à un problème très grave, et 1 correspondant à un problème peu sérieux), veuillez nous préciser l'importance des problèmes suivants que les centres de corrections et détentions affrontent dans la ville où vous vivez :

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Conditions hostiles et milieu surpeuplé											
(b) Accès insuffisant aux soins de santé et malnutrition des détenus											
(c) Agression physique de la part des gardiens de prisons et du personnel pénitentiaire											
(d) Agression physique parmi des détenus											
(e) Manque de programme de réinsertion et de mesures pour éviter la récidive											
(f) Manque d'accès aux mécanismes de dépôt de plainte											
(g) Absence de cellules distinctes pour les délinquants dangereux et les cas moins sérieux											
(h) Manque de sécurité qui facilite l'évasion											
(i) Abus d'emprisonnement pour des crimes mineurs qui auraient pu être résolus par une détention à domicile											
(j) Absence de cellules distinctes pour les hommes et les femmes											
(k) Absence de cellules distinctes pour les mineurs et les adultes											

SECTION III

22. D'après votre expérience au cours de l'année écoulée en matière de crimes ordinaires (tels que les vols à main armée), quel est le pourcentage (%) approximatif de suspects qui :

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Etaient conscients des accusations contre eux?							
(b) Etaient présumés innocents pendant l'enquête criminelle?							
(c) Ont été contraints d'avouer à un crime?							
(d) Etaient correctement présumés innocents par le juge pendant le procès, jusqu'à ce que tous les éléments de preuve contre eux soit présentés?							
(e) Ont pu contester les éléments de preuves qui motivaient leur incarcération?							

23. D'après votre expérience au cours de l'année écoulée en matière de crimes ordinaires (tels que les vols à main armée), quel est le pourcentage (%) de cas reflétant les résultats suivants :

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Un juge était présent pendant toutes les poursuites du tribunal?							
(b) La défense pouvait accéder à tous les éléments de preuves utilisés contre son client dans le tribunal?							
(c) L'accusé était présent pendant toutes les poursuites du tribunal?							
(d) L'avocat de la défense était présent pendant toutes les poursuites du tribunal?							
(e) Le procureur était présent pendant toutes les poursuites du tribunal?							

24. D'après votre expérience au cours de l'année écoulée en matière d'affaires jugées par les tribunaux de première instance, quel est le pourcentage (%) de cas reflétant les résultats suivants :

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) La décision finale est le reflet d'une évaluation honnête par les juges concernant les preuves disponibles et de la loi applicable.							
(b) La décision finale a été influencée par des pressions politiques ou professionnelles indues de la part de l'une des parties.							
(c) La décision finale a été influencée par la corruption.							

25. Selon votre expérience des cas criminels pendant l'année précédente, quel est le pourcentage (%) des cas où le système judiciaire a :

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Inculpé ou accusé l'auteur présumé d'un crime de manière erronée?							
(b) Condamné un individu de façon erronée par un procès?							
(c) Condamné à tort un individu qui a plaidé coupable, soit au travers une négociation avec le procureur, soit en passant par un autre processus avant le procès?							

26. Selon vous, à quel degré le grand public est-il informé sur ses droits légaux dans l'éventualité d'une arrestation ou d'un interrogatoire ?

Très informé	
Assez informé	
Peu informé	
Pas du tout informé	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

27. Selon votre expérience, veuillez nous indiquer :

	Moins d'un mois	Entre un mois et six mois	Entre six mois et un an	Entre 1 an et 3 ans	Plus de 3 ans	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) En pratique, combien de temps faut-il pour condamner un suspect accusé d'un délit très grave ?						
(b) En pratique, combien de temps faut-il pour condamner un suspect accusé d'un délit mineur ?						

28. Veuillez répondre à la question suivante :

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
À votre avis, quel est le pourcentage (%) de récidive chez les criminels condamnés une fois libérés?							

29. Quelle est la probabilité pour que la police :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Détienne arbitrairement un citoyen sans aucun motif (arrestation injustifiée) ?					
(b) Utilise la force de manière excessive lors de l'arrestation?					
(c) Arrête un individu accusé d'un crime sans un mandat d'arrêt ou une ordonnance rendue par un juge ou un magistrat?					
(d) Enregistre en vidéo l'interrogatoire entier d'un suspect?					

30. A quelle fréquence est-ce que :

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Les procédures judiciaires sont ouvertes au public?					
(b) L'intégralité de l'affaire pénale est transcrite et/ou enregistrée en vidéo dans les casiers juridiques officiels?					

31. Veuillez répondre aux questions suivantes :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Quelle est la probabilité pour que les agents de police locales acceptent des versements illégaux de la part des commerçants ou marchands, pour que ces derniers puissent exercer leurs activités économiques?					
(b) Quelle est la probabilité pour que des agents de police dans votre pays acceptent des incitations monétaires de la part d'organisations criminelles pour fermer les yeux sur des pratiques illégales (par exemple, la vente de drogue dans la rue)?					
(c) Quelle est la probabilité pour que la police arrête des personnes innocentes et les poursuivent en justice sous de fausses accusations, dans le but de recevoir des versements illégaux ou d'atteindre un quota?					
(d) Quelle est la probabilité pour que les procureurs inculpent des personnes innocentes avec de fausses accusations afin de remplir un quota?					
(e) Quelle est la probabilité pour que des dissidents politiques soient secrètement incarcérés ou tués par des agents de l'Etat?					
(f) Quelle est la probabilité pour que les agents du gouvernement mette sur écoute (intercepte les conversations téléphoniques privées, ou les communications électroniques) des citoyens ordinaires sans autorisation judiciaire?					
(g) Quelle est la probabilité pour que les agents du gouvernement mette sur écoute (intercepter les conversations téléphoniques privées, ou les communications électroniques) des adversaires politiques sans autorisation judiciaire?					
(h) Quelle est la probabilité qu'un prisonnier s'échappe d'une prison à sécurité maximale ?					
(i) Quelle est la probabilité qu'un prisonnier s'échappe d'une prison ordinaire ?					

32. Quelle influence ont les organisations criminelles, telle que les cartels de drogue ou les passeurs d'armes, sur la politique et les actions des institutions suivantes de votre pays ?

	Très forte influence	Forte influence	Influence minimale	Pas d'influence	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Les membres du gouvernement					
(b) Les membres des juridictions					
(c) La police					
(d) L'armée					
(e) Seigneurs de la guerre					

33. A quelle fréquence est-ce que **les procureurs** travaillant sur des affaires criminelles demandent ou reçoivent des incitations monétaires ou d'autres versements informels pour :

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Enquêter efficacement sur un crime?					
(b) Poursuivre efficacement un criminel?					
(c) Abandonner les charges retenues ou accorder une caution?					
(d) Détruire ou falsifier des preuves ?					
(e) Accélérer les procédures judiciaires?					

34. A quelle fréquence est-ce que **les agents de police ou les auxiliaires de la justice** (procureur, personnel judiciaire, juges), travaillant sur des affaires criminelles, demandent ou reçoivent des incitations monétaires ou d'autres versements informels pour :

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Enquêter efficacement sur un crime?					
(b) Poursuivre efficacement un criminel?					
(c) Abandonner les charges retenues ou accorder une caution ?					
(d) Détruire ou falsifier des preuves ?					
(e) Accélérer les procédures judiciaires?					

35. Est-ce que ces situations correspondent à la réalité dans votre pays :

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) En pratique, le gouvernement diffuse des renseignements faciles à comprendre sur les droits des suspects ?					
(b) En pratique, le gouvernement s'efforce de traduire les lois et de les rendre accessibles dans d'autres langues parlées par une part importante de la population, même si ce ne sont pas des langues «officielles» ?					
(c) Les lois fondamentales sont accessibles au public dans toutes les langues officielles ?					
(d) En pratique, les décisions judiciaires de la cour suprême sont publiées en temps opportun ?					
(e) En pratique, les lois pénales sont suffisamment stables pour permettre au public de déterminer quel comportement est permis ou interdit ?					

36. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) En pratique, les agents de police commettant des crimes sont poursuivis en justice et punis.					
(b) En pratique, les agents de police qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés pour leur faute professionnelle.					
(c) En pratique, les rapports émis par le Défenseur des Droits (ombudsman) sont pris au sérieux par les autorités, avec des résultats négatifs menant rapidement à des mesures correctives.					
(d) En pratique, les programmes qui répondent aux besoins des victimes de viols, de la violence basée sur le genre, et de la traite des êtres humains (pour les assister dans cette expérience traumatisante) sont efficaces.					

37. Selon vous, quels sont les principaux obstacles, le cas échéant, à un processus d'appel qui fonctionne, ou à une révision d'affaires, pour les condamnés dans votre pays ? Sur une échelle de 1 à 10 (10 correspondant à un problème très sérieux, et 1 correspondant à un problème peu important), veuillez nous préciser l'importance des problèmes suivants pour le processus d'appel criminel dans votre pays:

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Les procureurs obstruent le processus de manière inappropriée.											
(b) Les juges ne sont pas disposés à examiner les appels											
(c) Les avocats de la défense abusent du système de recours juridique											
(d) Les avocats de la défense ne peuvent pas obtenir des rapports de procédures judiciaires antérieures											

38. Veuillez choisir l'énoncé qui se rapproche le plus de votre point de vue sur la façon dont **le Défenseur des Droits (ombudsman)** fonctionne en pratique dans votre pays (*Veuillez choisir une seule réponse*) :

L'institution est efficace pour enquêter sur les violations des droits de l'homme.	
L'institution ouvre des enquêtes sur des violations des droits de l'homme, mais est limitée dans son efficacité, notamment en ce qui concerne les questions politiquement sensibles.	
L'institution n'enquête pas sur les violations des droits de l'homme de manière efficace.	
Ce genre d'institution n'existe pas dans mon pays.	
Je ne sais pas/Ne s'applique pas	

39. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) En pratique, les organisations représentant la société civile dans votre pays peuvent exprimer librement leurs opinions concernant les politiques et les actions du gouvernement sans crainte de représailles.					
(b) En pratique, le gouvernement collabore avec des organisations de la société civile aux fins de concevoir la politique publique.					
(c) En pratique, les personnes de votre pays peuvent s'associer librement pour attirer l'attention sur un problème ou signer une pétition.					
(d) En pratique, les personnes de votre pays peuvent librement adhérer à toute organisation politique.					
(e) En pratique, les personnes de votre pays peuvent tenir librement des manifestations publiques non-violentes, sans crainte de représailles.					
(f) En pratique, les non-adhérents ne sont pas tenus de se soumettre à des lois religieuses.					
(g) Dans votre pays, les minorités religieuses peuvent librement et publiquement observer leurs coutumes et célébrer leurs fêtes.					
(h) En pratique, les médias (TV, radio, journaux) de votre pays peuvent librement dénoncer les cas de corruption impliquant des agents gouvernementaux de haut rang, sans crainte de représailles.					
(i) En pratique, les médias (TV, radio, journaux) de votre pays peuvent exprimer librement leurs opinions contre la politique du gouvernement sans crainte de représailles.					
(j) En pratique, le gouvernement n'empêche pas les citoyens d'accéder aux informations publiées en ligne.					
(k) En pratique, les partis d'opposition peuvent exprimer librement leurs opinions contre la politique du gouvernement sans crainte de représailles.					
(l) En pratique, les factions dissidentes au sein du parti majoritaire peuvent exprimer librement leurs opinions en public sans crainte de faire face à des conséquences négatives.					

40. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) En pratique, le pouvoir du gouvernement n'est pas contrôlé par une seule personne, mais réparti parmi différentes branches indépendantes; par exemple, le Président ou le Premier ministre, le Parlement ou le corps législatif, et le pouvoir judiciaire.					
(b) En pratique, les tribunaux nationaux de votre pays sont libres de toute influence politique dans l'exercice de leur autorité.					
(c) En pratique, les tribunaux locaux de votre pays sont libres de toute influence politique dans l'exercice de leur autorité.					
(d) Le gouvernement obéit toujours aux décisions des tribunaux supérieurs, même quand ils sont en désaccord avec ces décisions.					
(e) En pratique, les rapports émis par l'inspecteur du gouvernement (la Cour de Comptes, le Contrôleur Général des Finances, etc.) sont pris au sérieux par les autorités, avec des résultats négatifs menant rapidement à des mesures correctives.					
(f) En pratique, les législateurs qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés.					
(g) En pratique, les législateurs qui commettent un délit sont poursuivis et punis.					
(h) En pratique, les membres du pouvoir judiciaire qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés.					

41. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

	Tout à fait d'accord	D'accord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Je ne sais pas/Ne s'applique pas
(a) Le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays a été élu grâce à un processus légitime.					
(b) Le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays a été élu conformément aux règles et procédures énoncées dans la Constitution.					
(c) Dans votre pays, les résultats détaillés des élections sont disponibles pour un examen public approfondi.					
(d) En pratique, la cour d'appel électorale est libre de toute influence politique dans son application de pouvoir.					
(e) En pratique, il existe des systèmes de suivi et de contrôle qui permettent de maintenir la confiance du public dans le processus électoral.					
(f) En pratique, dans votre pays, les fonctionnaires locaux sont élus grâce à un processus légitime.					
(g) En pratique, dans votre pays, le peuple peut voter librement sans se sentir contraints ou harcelés.					
(h) En pratique, le chef d'état (Président, Premier ministre, etc.) de votre pays exerce ses fonctions sans tenir compte des contrôles législatifs.					

42. Veuillez répondre aux questions suivantes :

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
(a) Quelle est la probabilité pour qu'un(e) citoyen(ne) soit battu par la police, sans justification, pour avoir participé à une manifestation non-violente dans votre pays?					
(b) Quelle est la probabilité pour qu'un(e) journaliste soit attaqué par la police, sans justification, pour avoir couvert une manifestation non-violente dans votre pays?					
(c) Quelle est la probabilité pour qu'un dissident politique soit arrêté dans sa maison et pris dans un centre de détention sans mandat d'arrêt ?					
(d) Quelle est la probabilité pour que la police perquisitionne le domicile d'un dissident politique sans mandat?					
(e) Quelle est la probabilité pour qu'une personne puissante ou ayant des contacts en politique puisse éviter ou échapper à des conséquences légales pour une violation pénale non violente de la loi?					
(f) Quelle est la probabilité pour qu'un journal de votre pays refuse de publier un article crédible sur la corruption dû à des menaces de représailles violentes ou une action en justice?					
(g) Quelle est la probabilité pour qu'un haut fonctionnaire du gouvernement détourne des fonds publics pour financer ses frais personnels ou ceux d'une campagne électorale?					
(h) Quelle est la probabilité pour qu'un membre du Parlement sollicite ou reçoive des incitations monétaires en échange de faveurs politiques ou d'un vote préférentiel sur un projet de loi?					

43. La question suivante vise à mesurer la performance globale des institutions gouvernementales dans le traitement de divers types spécialisés de cas criminels. Sur une échelle de 1 à 10 (10 correspondant à une performance très forte et de haute qualité, et 1 correspondant à une performance très faible et de mauvaise qualité), veuillez nous préciser à quel point le gouvernement fonctionne bien quand il s'agit d'enquêter et de poursuivre les genres de crimes suivants :

	10 Très bien	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Pas du tout bien	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
(a) Production et trafic de narcotiques											
(b) Sécurité publique interne et externe											
(c) Conspiration / Réseaux criminels											
(d) Blanchiment d'argent											
(e) Crimes financiers / économiques											
(f) Corruption par les fonctionnaires											
(g) Traite de personnes											
(h) Violence basée sur le genre											



C'EST PRESQUE FINI !

Merci de remplir ce questionnaire. Nous sommes honorés d'inclure votre expertise dans le *WJP Rule of Law Index 2021*.

Si vous avez des commentaires ou suggestions concernant le questionnaire, nous vous serions reconnaissants de les noter dans l'espace ci-dessous.

1.) Y a-t-il des sujets pertinents, ou des questions qui selon vous ont été laissés de côté ?

2.) Information supplémentaire : Nous sommes reconnaissants de votre contribution en tant qu'expert répondant au *WJP Rule of Law Index*. De nombreux experts du World Justice Project contribuent leur temps et leur expertise chaque année à la création de l'un des ensembles de données les plus complets au monde, afin de mesurer l'adhésion des pays à l'Etat de droit. Pour s'assurer que nous avons vos coordonnées les plus actualisées, nous vous serions reconnaissants de prendre le temps de remplir le formulaire de contact ci-dessous. Cette information restera strictement confidentielle, et ne sera pas partagée avec des tierces parties. Vos informations seront conservées de manière sécurisée dans notre base de données en cas de participation supplémentaire et pour des éditions futures du rapport *WJP Rule of Law Index*.

Veillez remplir les informations ci-dessous :	
Titre (M., Mme., Mlle., Dr., etc.) :	
Prénom :	
Nom de famille :	
Position:	
Organisation:	
Email préféré:	
Langue de correspondance préférée:	

Le WJP produit régulièrement des webinaires, des publications et des rapports spéciaux. Si vous souhaitez recevoir des informations sur les événements du WJP, veuillez indiquer ci-dessous :

Je souhaite recevoir des e-mails sur les événements et publications à venir du WJP	
Je préférerais limiter les interactions par e-mail aux invitations à un sondage QRQ	

Enseignez-vous à l'université ? Oui [] Non []

Quels cours ? _____

Etes-vous avocat ? Oui [] Non []

Si oui, depuis combien d'années pratiquez-vous le droit ? _____

Quels sont vos domaines de pratique ?					
Antitrust	[]	Contrats	[]	Droit international	[]
Faillite	[]	Droit de l'entreprise	[]	Droit du travail	[]
Droit des affaires	[]	Droit pénal	[]	Contentieux/ Arbitrage	[]
Droit civil	[]	Droit du travail	[]	Mal pratique médicale	[]
Droit civique	[]	Droit environnemental	[]	Droit de la propriété	[]
Droit commercial	[]	Droit de la famille	[]	Fiscalité	[]
Droit constitutionnel	[]	Pratique générale	[]		[]
Droit du consommateur	[]	Droit de la propriété intellectuelle	[]		[]

3.) Afin de vous remercier pour votre contribution inestimable, nous souhaitons vous envoyer une copie du rapport *WJP Rule of Law Index 2021* lorsqu'il sera publié plus tard dans l'année. Si vous souhaitez recevoir une copie du rapport, veuillez compléter votre adresse postale ci-dessous.

Veillez remplir les informations ci-dessous si vous souhaitez que nous vous envoyions par courrier une copie de le <i>WJP Rule of Law Index 2021</i> :	
Adresse postale ligne 1:	
Adresse postale ligne 2: (numéro d'appartement / boîte postale)	
Ville:	
Province/ État:	
Code postal:	
Pays:	

4.) En tant qu'expert dans votre domaine, nous vous serions reconnaissants si vous pouviez nous recommander des collègues qui pourraient être disposés à contribuer en remplissant l'un des quatre questionnaires qui correspond au mieux à leur(s) expertise(s) :

- Droit civil et commercial
- Droit constitutionnel, libertés civiles, et droit pénal
- Droit du travail
- La santé publique

	Référence #1	Référence #2	Référence #3
Nom complet			
Email			
Domaine de pratique			
Pays			
Langue			

Merci pour votre collaboration !

Merci d'avoir rempli le questionnaire. Nous sommes honorés d'inclure votre expertise dans l'administration 2021 du *WJP Rule of Law Index*. Les participants peuvent choisir d'autoriser la publication de leur nom et coordonnées, ou de rester anonyme. Veuillez indiquer votre choix sur la première page de ce questionnaire. Le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel dans les deux cas.

Pour plus d'informations sur le *WJP Rule of Law Index* ainsi que les autres programmes du World Justice Project, veuillez visiter le site :

www.worldjusticeproject.org